NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin
Npasaintmalo@gmail.com

Le 31 mars et après, en grève et dans la rue
Tou-te-s ensemble pour le retrait de la loi Travail

Cela fait maintenant trois semaines que le projet de loi Travail suscite le rejet d'une grande partie de la population. Après le succès de la mobilisation du 9 mars, le gouvernement a du faire des concessions pour gagner des soutiens, notamment celui de la direction de la CFDT. Par exemple, les dispositions qui augmenteraient la liberté de licencier pour raisons économiques ont été atténuées et le niveau des indemnités prudhomales en cas de licenciement abusif n'est plus qu'indicatif. Beaucoup de bruit aussi a été fait sur la « garantie jeunes », un dispositif d'insertion professionnelle accompagné, sous conditions, d'une aide financière qui existe déjà à titre expérimental.

Assez de l'arrogance patronale et gouvernementale

Mais le gouvernement n'a rien touché à ce qui est l'essentiel de la loi. Ce sont les accords d'entreprise, voire d'établissement, qui deviendraient désormais la norme. Ils pourraient être moins favorables que la loi, que les accords de branches, ce qui était déjà possible mais seulement, jusqu'à présent, à titre dérogatoire. Si la loi passe, les travailleurs seront davantage à la merci du patronat qui pourra avec des référendums « révolver sur la tempe » leur faire accepter la dégradation de leurs conditions de travail et de salaires en exerçant sur eux et sur les syndicats le chantage aux licenciements.

Et c'est bien ce qu'ont compris les dizaines de milliers de jeunes et de salarié-e-s qui ont à nouveau manifesté le 24 mars malgré les intimidations du gouvernement. Manuel Valls a même eu le culot de prétendre dénier aux jeunes le droit d'avoir un point de vue sur leur propre avenir. Malgré aussi la répression. Dans plusieurs villes, des manifestant-e-s ont été gazé-e-s et certain-e-s violemment tabassé-e-s et interpellé-e-s. Parce que les policiers auraient été provoqués, parce qu'il y aurait eu des casseurs, disent la plupart des médias. C'est faux. Des vidéos, des témoignages de manifestant-e-s montrent comment la police s'est acharnée sauvagement sur un jeune lycéen de 15 ans à Paris; sur un homme plus âgé à Nantes. Au point que le ministre de l'Intérieur lui-même a été obligé de déclarer qu'il y aurait enquête.

Pour gagner le retrait, préparons la suite

Par cette répression, le gouvernement espérait dissuader jeunes et travailleurs de se mobiliser. Il utilise aussi, cyniquement, l'actualité des monstrueux attentats de l'Etat islamique à Bruxelles, pour occuper le terrain médiatique. Mais ca n'empêche pas le succès de la mobilisation d'aujourd'hui.

Ce jeudi, nous exprimons notre révolte et notre colère face à la loi Travail bien sûr, mais face aussi à toutes les attaques contre les droits des salarié-e-s et les salaires et dividendes indécents (15.000 euros par jour pour le PDG de Peugeot SA !) que se versent les patrons du Medef.

Dès maintenant, discutons des suites de ce 31, comment nous pouvons créer le rapport de forces pour faire reculer le gouvernement. Exerçons notre pression sur les directions syndicales nationales pour qu'elles ne puissent pas se dérober. Discutons-en sur nos lieux de travail comme le font les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s dans leurs lycées et leurs facs. Tissons les liens nécessaires entre établissements, entre entreprises, entre salarié-e-s, jeunes, militant-e-s pour pouvoir nous-mêmes, ensemble, décider de la continuation de notre lutte.

Ne pas jeter sur la voie publique

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.npa2009.org
http://www.anticapitaliste-35.org

Saint-Malo,
le 31 mars 2016